



Syndicat National des Personnels
de l'Éducation et du Social
Protection Judiciaire de la Jeunesse

Fédération Syndicale Unitaire

Déclaration Liminaire

Du Comité Social d'Administration (CSA) De la DTPJJ de Franche Comté du 2 juin 2025

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les membres du CSA de Franche-Comté,

Les Comités Sociaux d'Administration (CSA) se succèdent... et se ressemblent tristement. Les allègements syndicaux tardent à se concrétiser, les débats demeurent creux, les effets d'annonce s'enchaînent sans lendemains tangibles. Cette instance aurait-elle pour seule finalité de faire entendre ce que vous entérinez, Monsieur le Directeur Territorial, avec la participation résignée d'une hiérarchie qui semble de plus en plus silencieuse ?

Quelle place est réellement accordée au débat contradictoire, à la réflexion collective, au dialogue constructif ? Nous demeurons dans l'attente d'un véritable dialogue social, fondé sur la défense des conditions de travail, la reconnaissance des métiers et la demande de moyens suffisants pour exercer nos missions. Un échange sincère, affranchi du fatalisme, de la résignation et d'une obéissance verticale qui étouffe toute dynamique d'un travail serein.

Quel espace reste-t-il à la Protection Judiciaire de la Jeunesse et à chaque service de ce territoire, pour incarner pleinement ses missions fondatrices de **protection et d'éducation** ?

Le budget, sévèrement amputé, est soumis à des coupes drastiques, à des réorientations incertaines, souvent au détriment direct de l'action éducative.

Le volet humain, lui aussi, subit une pression constante :



- La précarité des personnels contractuels devient intolérable — contrats instables, insécurité persistante, opacité dans les renouvellements, décisions de maintien ou de départ communiquées à la dernière minute,
- L'interdisciplinarité se délite : absence d'assistants de service social dans deux UEMO, poste de psychologue en suspens, disparition des vacations de pédopsychiatre,
- L'équilibre des services, pourtant garant d'un cadre de travail serein et sécurisé, se fragilise dangereusement.

L'institution est traversée par une **crise de sens** profonde, qui affecte l'ensemble des professionnels, ébranlés dans leur engagement et dans leurs valeurs. Dans un contexte marqué par une dérive sécuritaire croissante, que représente encore la PJJ ? Quel message envoie-t-elle, au cœur d'une justice en déshérence et d'un service public de la protection de l'enfance abandonné ?

La récente **loi Attal**, énième attaque contre l'esprit éducatif, entérine la suprématie du répressif au détriment de l'accompagnement éducatif. Elle se trompe de cible : la justice dispose déjà des outils juridiques nécessaires pour sanctionner les infractions commises par les mineurs. Ce qui fait cruellement défaut, ce sont les **juges**, les **procureurs**, les **structures adaptées**, les **pédopsychiatres**, les **psychologues** et surtout, les **éducateurs**.

Aujourd'hui, les professionnels de la PJJ croulent sous les tableaux de bord, les indicateurs à remplir, les comptes à rendre, la multiplication des écrits... Mais le **temps**, indispensable à la relation éducative, se fait de plus en plus rare. Or, sans lien, sans rencontre, il n'y a pas d'éducation possible.

Au niveau local, le constat est tout aussi alarmant :

- Un **management vertical**, coupé du terrain,
- Des équipes **épuisées**, en **souffrance**, en **perte de sens** et de confiance,
- Une montée alarmante des **risques psychosociaux** (RPS), des alertes récurrentes dans les DUERP, sans déclinaisons concrètes sur le terrain.

Quelle volonté institutionnelle réelle d'agir pour améliorer la qualité de vie au travail ? Prendre soin des professionnels pour mieux accompagner les jeunes : est-ce encore une priorité, ou un simple slogan vidé de sens ? **Monsieur le Directeur**, vous êtes le capitaine de ce navire. Vous en tenez la boussole, orientez le cap. Mais n'oubliez pas : vous êtes aussi comptable de ses dérives, de ses écueils et de ses naufrages. Tenir le gouvernail ne dispense pas d'écouter et surtout de considérer celles et ceux qui rament !

Pour le **SNPES/PJJ/FSU** Franche-Comté
Les représentants au CSA Franche-Comté

